



**VILLE D'EVRON
ARRÊTÉ DU MAIRE
N°1427**

**Autorisation de stationnement et d'installation d'un échafaudage
devant le n°36 rue de Ste Gemmes à Évron
du vendredi 22 Juillet 2022 jusqu'à la fin des travaux.**

- *Le Maire de la commune d'Évron,*
- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L2212-1 et suivants et L2213-1 et suivants,*
- *Vu le Code de la Route,*
- *Vu le Code Pénal,*
- *Considérant la demande de M. CHAMPION en date du 20 Juillet 2022,*
- *Considérant qu'il est nécessaire d'autoriser le stationnement et l'installation d'un échafaudage devant le n°36 rue de Ste Gemmes à Évron pour la sécurité et le bon déroulement des travaux de rénovation.*

ARRÊTE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à installer un échafaudage devant le n°36 rue de Ste Gemmes à Évron du vendredi 22 Juillet 2022 jusqu'à la fin des travaux.

Le stationnement sera interdit sur 3 emplacements au droit du chantier sauf pour les véhicules du pétitionnaire.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché sur le chantier pendant la durée des travaux.

Article 3 : Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir le permis de construire prévu par le titre II du Livre IV du Code de l'Urbanisme, sous réserve des démarches réglementaires au code de l'urbanisme et de validation de la demande par l'architecte des bâtiments de France nécessaire dans le périmètre de la Basilique.

Article 4 : Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions de la réglementation ci-dessus visée et aux conditions spéciales suivantes :

L'installation devra être faite de manière à ne pas entraver l'accès éventuel aux installations de sécurité ou de protection civile.

1) une passerelle sera aménagée autour de l'installation afin de protéger le passage des piétons. Éventuellement mettre en place une signalisation indiquant aux piétons d'emprunter le trottoir côté opposé.

2) le pétitionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette installation.

3) le pétitionnaire restera responsable de l'état de la voie publique pendant la période des travaux et l'éventuelle remise en état sera effectuée par lui.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services,
M. CHAMPION Jordan,
M. le Responsable de la Police Municipale,
M. le Directeur Général Adjoint des Infrastructures,
M. le Commandant de la COB de Gendarmerie d'Évron,
M. le Chef de Corps du Centre de Secours d'Évron,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Évron, le 20 Juillet 2022.

Le Maire délégué,



Adélaïde DEJARDIN.

